

Burundi : Appel à un système de surveillance pour l'aide extérieure

@rib News, 26/02/2012 Lettre ouverte... A qui de droit Par Magosse Michel Le Burundi actuel. Pas un jour ne se passe sans qu'il y ait de nouveaux drames au Burundi, qu'il s'agisse de nourriture, de soins de santé, d'infrastructures, d'écoles, d'hospitaux, de droits fondamentaux comme la nourriture, l'eau, l'éducation, la justice, violations flagrantes des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant, exécutions sommaires et extrajudiciaires, les intempéries flagrantes. Et pourtant ce n'est pas faute de moyens extérieurs, avec les dons européens annuels de plus de 80 millions d'€,.

Ne peut-on mettre en place, une agence de surveillance de la bonne dépense de cet argent ? Car depuis le temps que l'Europe, et en particulier la Belgique, offre de l'argent, rien ne change ou si peu, les burundais sont toujours aussi pauvres et n'ont pas accès à l'eau potable, les soins de santé, la justice et la scolarité. Il faudrait mettre au point, un programme anti-corruption à tous les niveaux de la société. Il est quand même étonnant de constater que certains proches du pouvoir ou ayant un peu d'autorité s'octroyent le droit de se payer sur tout et n'importe quoi, mais surtout que personne ne puisse intervenir pour arrêter ce système de "remplissages de poches" et "pots de vin" coutumiers de beaucoup de monde. C'est valable à tous les niveaux : Exemple ! Lors d'une fin d'étude pour un universitaire, pour pouvoir terminer sa thèse de fin d'étude, il faut rémunérer certains jusqu'à concurrence de 500.000,00 Fbu. (286,00 €, - taux de change 26 février 2012) et tout cela pour rémunérer trois personnes (le Président du Jury, le Secrétaire du Jury et le Directeur de mémoire). Certaines personnes sont sans scrupules et tentent de se remplir les poches sur le dos de n'importe qui ou et quoi. Chez eux, cela s'appelle le système de la "débrouille"; ici cela s'appelle tout simplement de la corruption passive. Autre exemple ! Au niveau des assurances automobiles et niveaux sécuritaires ! Il faut payer "une assurance" automobile de 30.000 Fbu pour trois mois, qui ne rembourse en aucun cas les frais occasionnés lors d'un accident routier, il faut un certificat de "contrôle technique" (ce qui n'est qu'un simple papier, mais aucun contrôle n'est effectué sur le véhicule) et si en cas de contrôle de la Police vous n'êtes pas en ordre, c'est l'amende assurée. Ce contrôle consiste en : 1° - contrôle de fonctionnement du Klaxon. 2° - contrôle du fonctionnement des essuie-glaces. 3° - Contrôle des clignotants. 4° - contrôle des feux avant et arrière ainsi que l'éclairage de plaque d'immatriculation. 5° - port de la ceinture de sécurité obligatoire. 6° - contrôle des papiers du véhicule. 7° - contrôle des papiers d'identité. Généralement, cela se traduit par une amende pour l'une ou l'autre chose. Cette prétendue amende servira généralement à rincer le gosier du policier et selon son audace, elle sera salée ou sucrée. Imagineriez-vous que cela se passe encore en Europe ? De l'argent, il y en a, il suffit de se balader sur les hauteurs de Bujumbura en direction de l'université ou tout simplement sur les routes pour constater des constructions nouvelles en dur et tous comforts, des hôtels, des restaurants, alors qu'il n'y a quasi pas de tourisme à cause de l'insécurité, cet argent (sale) ne pourrait-il pas contribuer au redressement du pays, ne pourrait-il pas apporter un peu plus de nourriture, de soins, d'éducation, de justice, etc. ? Il serait si facile, s'il y avait une réelle volonté politique à développer l'agriculture, l'élevage de bovins, porcins, volailles, la pêche, les écoles, les hôpitaux, la justice, etc. Pourquoi l'Union Européenne ne se préoccupe-t-elle pas de parapets sécuritaires lors de l'octroi de ces dons financiers ? En tant qu'indépendant, si nous devons traiter avec autant de mauvais choix, mauvaises stratégies, nous serions très rapidement jugés pour faillite frauduleuse. Quand est-ce que les hommes politiques comprendront qu'ils doivent user de leurs compétences humanitaires et non de leurs autorités pour assouvir leurs soifs de pouvoir et d'argent ? J'ose espérer, au moins, que cette lettre ouverte fera, ne fût-ce que, réfléchir les hommes qui décident de l'aide internationale ainsi que ceux qui reçoivent cette aide.